



## **ARRETE MUNICIPAL n°2023-112**

### **Portant interdiction temporaire de la circulation des piétons dans la coulée verte**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code général des collectivités territoriales, L 2231-1 et L 2213-2,

Vu l'article 610-5 du code pénal modifié par le décret 2022-185 du 15 février 2022,

Vu l'arrêté 2023-106 du 02 juin 2023 autorisant le lancement d'un feu d'artifice groupe K3 et K4 à l'occasion de la fête de l'été,

Considérant que pour la sécurité des usagers il convient d'établir un périmètre de sécurité autour du lieu du feu d'artifice.

## **ARRETE**

**Article 1 :** La circulation des piétons est strictement interdite dans la coulée verte, parcelle cadastrée n° AA108, le samedi 01 juillet 2023 à partir de 07h00 au dimanche 02 juillet 2023 à 00h00.

**Article 2 :** Un périmètre de sécurité sera mis en place par les services communaux. Des affiches avertissant de la présence d'artifice et l'interdiction de passage seront apposées sur les barrières à toutes les entrées du site afin de matérialiser l'interdiction.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté municipal donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, en fonction de la gravité de l'infraction, et les contrevenants seront poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services du Département, le Directeur du Service Technique, la police Municipale  
Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours

Fait à Grésy-sur-Aix, le 12 juin 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 15/06/2023  
Notifié à l'intéressé le : 15/06/2023  
Certifié exécutoire le : 15/06/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.